



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS
CLASSÉES
JPR/878

Arrêté du 27 janvier 2023 portant prescriptions complémentaires à la société ALSACHIMIE à Chalampé

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

- VU le code de l'environnement et notamment ses livres II et V ;
- VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU l'arrêté préfectoral du 25 août 2016 portant prescriptions complémentaires (codificatif pour la partie risques chroniques) à la société RHODIA Opérations située à Chalampé en référence au titre 1er du livre V du Code de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2019 (version confidentielle) portant autorisation de changement d'exploitant au bénéfice de la société ALSACHIMIE pour le site situé à Chalampé (68490) et réglementé par l'arrêté préfectoral du 25 août 2016 portant prescriptions complémentaires à la Société RHODIA Opérations située à Chalampé ;
- VU l'arrêté du 5 mai 2021 portant prescriptions complémentaires à la société ALSACHIMIE pour l'exploitation de ses installations de Chalampé ;
- VU la version publique datée du 6 février 2020 de l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2019 susvisé ;
- VU le rapport du 2 février 2022 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;
- VU le rapport du 16 novembre 2022 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT qu'il a pu être constaté lors de la visite de contrôle 25 octobre 2021, qu'un émissaire des installations de l'atelier IRM du site était muni de dispositifs de mesures situés à l'aval d'une tuyauterie d'amenée d'air nécessaire au bon fonctionnement du procédé amont ;

CONSIDERANT que cette admission d'air permet également la mise en sécurité des travailleurs à l'amont du procédé de fabrication (aspiration des vapeurs nitreuses) ;

CONSIDÉRANT qu'en l'absence de mesure, la vitesse d'éjection est ainsi augmentée à la sortie de l'émissaire mentionné ci-avant et permet une meilleure dispersion atmosphérique des polluants ;

CONSIDÉRANT qu'à la lecture des dispositions ministérielles et des prescriptions préfectorales spécifiques du site, retranscrites dans l'arrêté préfectoral du 25 août 2016 susvisé, il apparaît qu'une reprise des prescriptions est possible est cohérente au vu des objectifs visés par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 également susvisé ;

CONSIDÉRANT qu'il convient cependant et en lien avec les dispositions de l'article 21-III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé, d'autoriser la dilution résultante par des conditions strictes, et que notamment elle ne soit pas le moyen de respecter des valeurs limites d'émission opposables aux installations, et que les mesures effectuées s'affranchissent de ses effets ;

CONSIDÉRANT par ailleurs que le rapport de l'inspection des installations classées du 2 février 2022 retranscrivant les constats de la visite de contrôle des installations réalisée le 25 octobre 2021, met en avant un certain nombre de prescriptions inadaptées ou insuffisamment précises pour pouvoir suivre les émissions en NOx des installations, et que ces constats sont par ailleurs confirmés dans le contrôle documentaire daté du 16 novembre 2022. Il apparaît ainsi nécessaire de demander à l'exploitant de transmettre dans un délai contraint l'ensemble des éléments techniques qui permettront de réglementer les rejets en Nox du site conformément aux dispositions ministérielles de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé, et conformément à la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement (aspects sanitaires et qualité de l'air notamment) ;

Après communication du projet d'arrêté à l'exploitant ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} - Objet

La société ALSACHIMIE, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, et dont le siège social est situé route départementale 52 à Chalampé (68490), est tenue de respecter les prescriptions édictées aux articles 2 et suivants du présent arrêté pour l'exploitation de ses installations sises à Chalampé (68490).

Article 2 – Modification et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions suivantes sont modifiées par le présent arrêté :

Références de l'arrêté	Références des	Nature des modifications
------------------------	----------------	--------------------------

préfectoral	articles dont les prescriptions sont modifiées	Références des articles correspondants du présent arrêté
Arrêté préfectoral du 25 août 2016	Article 3.2.1	modifié par l'article 3

Article 3 – Gestion des prélèvements et rejets

Les dispositions de l'article 3.2.1 de l'arrêté préfectoral du 25 août 2016 sont modifiées par les dispositions suivantes

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet important, non prévu au présent chapitre est interdit. Pour des configurations d'installations où la prise des mesures se situerait à l'aval d'une tuyauterie d'amenée d'air nécessaire au bon fonctionnement des procédés, l'exploitant met en place une procédure (tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des organismes de contrôle intervenants) permettant de garantir que lors de la mesure aucune dilution d'air n'est possible. En sus l'exploitant prend tout moyen technique automatisé pertinent (asservissement, contacteur, pilotage de vanne, etc) pour stopper l'apport en air supplémentaire pendant l'intégralité de la période de prélèvement. L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations les éléments permettant de démontrer que lors de la mise en œuvre d'une telle mesure, les actionnements d'automatismes sont effectifs.

Sauf autorisation explicite (détaillée dans le présent arrêté), la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée.

Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents de l'article 3.2.2.1 nécessitant une surveillance doivent être aménagés de manière à permettre à tout moment des prélèvements représentatifs des émissions de polluants dans des conditions normalisées (en vigueur à la date du présent arrêté), lorsqu'elles sont définies, et en sécurité pour les personnels intervenants.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations de traitement ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

Article 4 – Caractérisation des rejets NOx des installations – proposition d'un programme de surveillance

Pour le 31 juillet 2023, l'exploitant transmet à l'inspection des installations un état des lieux des rejets en NOx des installations émettrices de son site (soumises aux dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998). L'exploitant s'attachera à caractériser les pour chaque émissaire concerné, les concentrations et flux maximal atteint, ce pour des périodes horaires, journalières, mensuelles et annuelles. A l'éclairage de cette caractérisation, l'exploitant proposera un programme de surveillance pour le paramètre NOx, (pour chacun de ses émissaires) basé sur les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé, en prenant en considération pour les conditionnalités de flux les émissions totales de ses installations soumises à cet arrêté ministériel. En outre, pour sa proposition, l'exploitant prendra en compte les constats réalisés dans le cadre de la visite d'inspection du 25 octobre 2021. Il appartiendra par ailleurs à l'exploitant de démontrer que les valeurs limites d'émission qu'il proposera au-delà d'être conformes aux dispositions ministérielles, seront conformes aux dispositions des documents BREF direct en transverses qui lui sont opposables, et compatibles avec les objectifs de protection de la qualité de l'air, et de préservation de la santé des tiers.

Article 5 - Sanctions

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des dispositions du chapitre 1^{er} du titre 7 du livre 1^{er} du code de l'environnement.

Article 6 - Publicité

Une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie de Chalampé pour y être consultée. Cet arrêté est affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de Chalampé.

Le présent arrêté est affiché en permanence et de façon visible dans l'installation, par l'exploitant.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6- délais et voies de recours

(article R. 181-50 du code de l'environnement).

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 7 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le maire de Chalampé et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des Installations Classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à la société ALSACHIMIE.

À Colmar, le 27 janvier 2023

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

SIGNÉ

Christophe MAROT